

Dans la Petite Enfance, aussi : STOP A L'AUSTÉRITÉ !

Le gouvernement a choisi l'austérité généralisée et, par conséquent, fait le choix de poursuivre la paupérisation des salariés. Au nom de la dette publique et de l'augmentation des dépenses militaires, Macron/Lecornu annoncent un nouveau plan d'austérité de 54 milliards.

Ils préfèrent ainsi financer la guerre plutôt qu'un secteur d'avenir comme celui de la petite enfance et du lien social.

En plus des coupes budgétaires qui frappent directement ce secteur, les exonérations de cotisations patronales ont un effet délétère sur son financement. **Ces exonérations sont une attaque directe contre la Sécurité sociale et en particulier sur le financement des structures de la petite enfance par les caisses d'allocations familiales (CAF).**

Pénurie de professionnels qualifiés, conditions de travail qui ne cessent de se dégrader, et salaires insuffisants concourent à une remise en question de la qualité même de l'accueil des enfants dans les structures.

Assez de l'austérité !

Pour garantir l'amélioration des conditions de travail et une prise en charge de qualité de l'enfance, comme dans tous les secteurs du sanitaire, du social, du médico-social, de l'insertion et de l'aide à domicile, **le secteur des centres sociaux et de la petite enfance doit être financé à hauteur de ses besoins**

C'est pourquoi, la FNAS-FO revendique dans la branche ALISFA :

- L'augmentation du salaire socle à hauteur de 125% du SMIC, soit 28 000€ brut/an
- 183 euros net pour tous
- Une prime carburant de 1000 euros
- L'ouverture immédiate d'une négociation d'un plan de rattrapage de la perte du pouvoir d'achat de 33 % depuis 2000 et de financement du recrutement de professionnels qualifiés
- Le rétablissement d'une progression à l'ancienneté significative et l'abandon de tout critère classant.

La FNAS-FO invite les salariés à se réunir en Assemblées Générales, dans l'unité, avec leurs syndicats pour définir leurs cahiers de revendications et décider des modalités d'actions, y compris la grève.

Sans attendre, la FNAS FO soutient l'ensemble de ses syndicats et les syndicats engagés dans la mobilisation avec les salariés.

Agissons dès maintenant pour nos salaires, nos conditions de travail et pour la défense de notre Sécurité Sociale.

Construisons ensemble le rapport de force et la résistance, **POUR LE RETRAIT DU PLAN D'AUSTERITE MACRON/LECORNU.**

Paris, le 2 octobre 2026